

## À LA RECHERCHE DU TEMPS PASSÉ

**70<sup>ème</sup> anniversaire de la II<sup>ème</sup> Guerre mondiale: *Katyn, la vérité sur un crime de guerre* par Alexandra VIATTEAU (André Versailles, éditeur-2009)**

Le 70<sup>ème</sup> anniversaire de l'invasion de la Pologne par le III<sup>ème</sup> Reich donne lieu, cette année, et beaucoup plus que les précédentes, à de multiples commémorations, documentaires, commentaires et débats, comme si l'ampleur du désastre, la folie meurtrière interpellaient l'humanité, d'abord pour les cinquante-cinq millions de morts de la II<sup>ème</sup> Guerre mondiale, mais surtout pour les crimes sans nom commis pendant cette guerre, qu'il s'agisse du génocide ou des massacres à grande échelle, comme celui des officiers polonais, prisonniers de l'Armée rouge, après l'invasion de leur pays.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la tragédie de Katyn, l'un des sites d'exécution des officiers polonais, au nom de la liquidation des élites polonaises et de la disparition de cet État, qualifié par Molotov de « bâtard du traité de Versailles ». Ce 70<sup>ème</sup> anniversaire permet de tirer de l'oubli le massacre de Katyn, éclipsé dans le déroulement meurtrier de la Guerre, par des crimes de plus grande ampleur. Et pourtant, Katyn reste dans l'histoire douloureuse de la Pologne l'un de ces événements qui ont forgé la conscience nationale et donnent tout son sens au film de Wajda. Il faut reparler de Katyn parce que le forfait soviétique n'a pas été aussitôt connu, parce qu'il y a eu doute sur la responsabilité du massacre, parce que la géopolitique européenne est, aujourd'hui encore, marquée par la double invasion allemande et soviétique de la Pologne.

Il faut d'abord réaffirmer la vérité de Katyn, longtemps discutée, voire occultée. Cette vérité, c'est l'exécution dans la forêt de Smolensk, en avril-mai 1940, de 4 143 officiers polonais, prisonniers de l'Armée rouge, 10 000 autres étant massacrés dans d'autres camps. Pendant trois ans, les fosses de Katyn garderont leur secret, après avoir été nivelées et plantées de pins pour tenter d'effacer le crime. Mais, le 13 avril 1943, la propagande allemande annonce la découverte des charniers de Katyn. L'Allemagne accuse l'URSS, alors que Staline répond en désignant l'armée allemande. Il faudra attendre 1990 pour que Gorbatchev reconnaisse la responsabilité soviétique et, 1992 pour qu'Eltsine remette à Walesa copie de l'ordre signé, le 5 mars 1940, par Staline d'exécuter 14 700 officiers polonais.

En 1945, les Anglo-Saxons se tairont sur Katyn pour ne pas rompre le front interallié. Il n'en sera pas fait mention au procès de Nuremberg. En France, le PC dénoncera l'*anti-soviétisme* des accusateurs de l'URSS et il faudra attendre Truman pour que l'Amérique reconnaisse le crime de Katyn. Soixante-dix ans après la double invasion de la Pologne, rebondit le débat sur la responsabilité du massacre de Katyn. Le premier coupable est, assurément, Staline qui, le 17 septembre 1939, lance ses troupes sur la Pologne dont l'armée ne commande pas le tir contre les Soviétiques, présumés venir en aide à la Pologne, envahie à l'ouest par l'Allemagne. C'est *le couteau planté dans le dos de la Pologne*. Six mois plus tard, Staline est le commanditaire du crime réalisé par Beria, chef du NKVD, la police politique soviétique dont les quarante-quatre exécuteurs recevront une prime de 800 roubles.

Mais si Staline est le responsable premier, son crime ne saurait être détaché de la lâcheté des puissances, France et Angleterre, garantes des États d'Europe centrale, créés par le traité de Versailles : Pologne, Tchécoslovaquie, États baltes, garantie réitérée, le 31 mai à Londres, en faveur de la Pologne et, le 13 avril, par la France qui confirme les accords de 1921 et 1925 prévoyant une aide militaire automatique en cas d'agression.

Il faut dire et redire, aujourd'hui, avec force que si la France et l'Angleterre avaient respecté leur parole et s'étaient portées au secours de la Pologne, après le 1<sup>er</sup> septembre, Staline aurait hésité à envahir la Pologne orientale. Or, Staline, champion de la *Realpolitik* et du rapport de force, observait, depuis Munich (1938), la lâcheté, la couardise, la trahison permanente des Gouvernements français et anglais. Après la remilitarisation de la Rhénanie, l'*Anschluss*, les Sudètes, le protectorat de Bohême-Moravie qui raye la Tchécoslovaquie de la carte, Hitler tente un nouveau coup de force sur la Pologne et Dantzig. Daladier, président du Conseil d'un Gouvernement de Front populaire, accepte encore, le 31 août, la proposition de Mussolini d'une nouvelle conférence de paix, fixée au 5 septembre. L'invasion de la Pologne, le 1<sup>er</sup>, en dit long sur la crédibilité, aux yeux de Hitler, des gouvernements alliés et met un terme à leurs honteux atterroissements.

Staline soupçonnait la France et l'Angleterre de vouloir détourner vers l'Est les appétits de conquête de Hitler. C'est le coup de tonnerre du *Pacte germano-soviétique*. Avec le *Pacte*, disparaissait le danger mortel pour Hitler des deux fronts.

Le champ est libre pour dépecer la Pologne. Staline gagne du temps et c'est encore aujourd'hui la thèse du Gouvernement russe : le pacte de 1939, c'est d'abord une ruse de Staline qui n'est pas prêt pour la guerre avec l'Allemagne. Il l'est, en revanche, pour envahir la Pologne et opérer le 4<sup>ème</sup> partage du pays sur les frontières de 1917, celles de Brest-Litovsk et du Bug, comme si Staline n'avait pas osé reprendre la frontière germano-russe de 1914 quand Moscou occupait les deux tiers de la Pologne. Il reste à officialiser la collusion des deux dictatures : le 22 septembre 1939, les armées allemande et soviétique défilent à Brest-Litovsk, devant les généraux Guderian et Krivochoine, rare survivant de la purge stalinienne de 1937.

Vérité de Katyn, responsabilité de Katyn, postérité de Katyn. Car le crime qui entendait détruire la nation polonaise en supprimant ses élites et en dépeçant le pays au profit de ses envahisseurs, sous le regard impavide des Alliés, a généré des conséquences durables sur la géopolitique européenne. On mesure au quotidien, en Pologne et dans l'ex-Tchécoslovaquie, les effets de la trahison franco-anglaise. De Gaulle qui s'était rendu dans la Pologne communiste, en visite d'État, l'avait constaté à ses dépens quand, du haut de la tribune de la Diète, il avait appelé les Polonais à s'affranchir de la tutelle soviétique. Gomulka avait bondi de son banc pour une réponse cinglante, au nom du devoir de mémoire et du lâche abandon de 1939. Et encore de Gaulle ne pouvait-il être personnellement soupçonné de lâcheté : c'est lui qui dans *L'armée de métier* préconisait la création d'un corps de bataille blindé et projetable pour permettre à la France d'assister ses alliés d'Europe centrale.

La géopolitique actuelle de ces pays est tout entière dictée par la mémoire de Munich, du *Pacte germano-soviétique* et de la liquidation du *Traité de Versailles*, quand la Pologne et l'ex-Tchécoslovaquie, libérées de la tutelle soviétique,

revendiquent d'abord la protection de l'OTAN, avant même leur molle adhésion à l'U. E. Jacques Chirac l'a mesuré à ses dépens quand, il dénonçait, en 2003, une Pologne qui « a perdu une occasion de se taire », en soutenant la guerre d'Irak. Celui qui aurait du se taire n'était pas forcément celui qui était désigné...